

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Avril 2025

Agenda politique

Les membres des BRICS cherchent des stratégies communes pour renforcer l'agriculture

Les représentants des BRICS se sont réunis à Brasília le 15 avril pour la seconde réunion présentielle du Groupe de travail sur l'agriculture, coordonné par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAPA), en collaboration avec le ministère du Développement agraire et de l'Agriculture familiale (MDA) et le ministère de la Pêche et de l'Aquaculture (MPA). La rencontre s'est conclue par une réunion ministérielle le 17 avril à laquelle ont participé les ministres de l'agriculture ou représentants des 11 pays du groupe.

Parmi les objectifs des discussions figurait la finalisation de documents stratégiques qui permettront de relever les défis mondiaux tels que la faim, la dégradation des sols, la certification électronique et la durabilité de la production agricole. Il est notamment proposé la mise en place d'un « partenariat des BRICS pour la restauration des terres » qui serait lancé lors du sommet des chefs d'Etat en juin. Un plan d'action 2025-28 et une déclaration ministérielle ont été adoptés, selon 3 axes : sécurité alimentaire (notamment reconnaissance de l'importance de l'Alliance globale contre la faim lancée par le Brésil lors du G20 2024), durabilité, innovation et financement de l'agriculture, et commerce international.

Les pays du BRICS représentent 54,5 % de la population mondiale, concentrent un tiers des terres agricoles et plus d'un tiers des ressources en eau douce de la planète, selon le MAPA. Ensemble, ils sont responsables de 75 % de la production

agricole mondiale et abritent environ la moitié des 550 millions d'exploitations familiales du monde, dont beaucoup sont dirigées par de petits producteurs.

« Ces chiffres révèlent non seulement la force productive et économique des pays BRICS, mais aussi le rôle décisif qu'ils jouent dans l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiale. Des réunions comme celle-ci constituent un espace privilégié pour le dialogue, la coopération et l'élaboration de solutions communes », a déclaré le ministre brésilien de l'agriculture et de l'élevage, Carlos Fávaro. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le Brésil accueille des représentants chinois pour amplifier la coopération et le commerce de produits agricoles

Le Brésil a accueilli le mercredi 16 mars une délégation de membres du ministère chinois de l'Agriculture. Cette rencontre était déjà prévue dans le cadre des réunions préparatoires au sommet des BRICS, présidé par le Brésil cette année et prévu en juillet à Rio. Le contexte national et mondial a toutefois donné plus de poids aux réunions bilatérales. Avec l'intensification de la « guerre tarifaire » entre les États-Unis et la Chine ces dernières semaines, le pays asiatique cherche des partenaires susceptibles de combler un éventuel déficit d'importation de produits agroalimentaires et le Brésil est le principal candidat pour y répondre.

Du côté brésilien, le gouvernement est à la recherche de nouveaux partenariats et de nouvelles opportunités, mais il se méfie également de l'impact sur le marché intérieur d'une éventuelle expansion des ventes de produits alimentaires à la Chine. Le Brésil compte sur la récolte

exceptionnelle de cette année pour faire baisser les prix des denrées alimentaires dans les supermarchés. Un facteur crucial pour tenter d'inverser la chute de popularité du gouvernement Lula.

Au même moment, des membres du gouvernement de la République populaire de Chine étaient reçus par la Présidence de la république (Casa civil) pour s'informer sur les projets d'infrastructure au Brésil. La délégation a discuté de la construction du corridor biocéanique, une route alternative traversant l'océan Pacifique et facilitant l'accès du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine aux marchés asiatiques.

Par ailleurs, le Brésil a reçu le 22 avril la visite de Lyu Weihong, vice-ministre du GACC (Administration générale des douanes de Chine). Lors de cette visite, un protocole a été signé entre le Brésil et la Chine autorisant l'exportation de poissons d'origine sauvage vers le pays asiatique. Les Brésiliens espéraient également l'annonce d'une autorisation pour les expéditions de DDG (sous-produit de la production d'éthanol de maïs, destiné principalement à l'alimentation animale) brésilien vers la Chine, mais les négociations n'ont pas encore été finalisées. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Renforcement des relations avec le Chili :

Du 22 au 24 avril 2025, le président chilien Gabriel Boric a effectué une visite d'État au Brésil axée sur le renforcement de la coopération bilatérale. Treize accords ont été signés, notamment dans les secteurs agricole et des infrastructures, avec un accent sur la Route Bio-océanique.

Le volet agricole a été particulièrement dense, avec la signature de plusieurs accords entre les ministères de l'agriculture brésilien (MAPA) et chilien (Minagri), notamment pour la mise en œuvre d'un échange électronique de certificats sanitaires. Un protocole d'accord sur l'agriculture familiale a été établi, visant à mettre à jour les connaissances en matière de mécanisation de la production à petite échelle et à renforcer la production agricole durable en promouvant les technologies durables auprès des petits exploitants. Il a été discuté la reconnaissance, par le Chili, d'un plus grand nombre d'États brésiliens indemnes de

fièvre aphteuse et de la maladie de Newcastle, ce qui permettrait d'élargir l'accès des protéines brésiliennes de volaille, de bœuf et de porc au marché chilien. Les chiliens ont de leur côté obtenu une ouverture de marché pour le miel chilien au Brésil. Les négociations ont également porté sur la collaboration dans les pratiques aquacoles, telles que l'utilisation d'intrants brésiliens dans l'alimentation des poissons au Chili, ainsi que sur les stratégies d'expansion des partenariats et des investissements mutuels. Des accords ont également été conclus pour intégrer de nouvelles indications géographiques dans le cadre de l'accord de libre-échange, en promouvant les produits régionaux des deux pays. (Article [ici](#))

Commerce

Impact des tarifs Trump sur l'agro brésilien : 19 produits à risque selon la CNA :

La Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) a publié une note technique ce jeudi soulignant le risque pour les exportations de l'agro-industrie brésilienne après l'imposition d'un droit supplémentaire de 10% par les États-Unis. Pour la CNA, l'impact sera « critique » ou « élevé » pour au moins 19 produits agricoles. Parmi les secteurs les plus touchés figurent le suif bovin, qui représente près de 88% des exportations vers les États-Unis, et le bois profilé, dont 75% de la demande est concentrée sur ce marché. (Article [ici](#) et [ici](#))

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine stimule le marché agricole au Brésil

Dans le contexte du conflit économique international, en représailles aux taxes imposées par les États-Unis, le gouvernement chinois a notamment suspendu l'achat de bœuf auprès de plus de la moitié de ses fournisseurs américains. En outre, vendredi 11 avril, le pays asiatique a accéléré les négociations en vue d'acquiescer du soja brésilien, en remplacement des importations de grains américains. Ces changements attestent d'opportunités pour l'agro-industrie brésilienne et risquent d'avoir un impact direct sur le marché de la propriété rurale,

avec le besoin croissant de terres pour répondre à la demande chinoise.

Selon un média d'Etat chinois, le port de Zhoushan, en Chine, devrait accueillir en avril 40 navires transportant du soja en provenance du Brésil, pour un volume qui pourrait atteindre 700 000 tonnes de graines oléagineuses, soit une augmentation de 32 % par rapport aux achats effectués au cours de la même période de l'année dernière.

Pour autant, certains spécialistes restent sceptiques quant aux gains réels et de long terme pour le Brésil, surtout en cas d'accord rapide entre les deux super-puissances (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Filières

La production d'œufs au Brésil augmente de 189 % en 24 ans et les exportations explosent en 2025 dans un contexte de forte inflation des prix

La production brésilienne d'œufs a augmenté de 189 % entre 2000 et 2024, consolidant le pays en tant que cinquième producteur mondial. Rien qu'en 2024, le Brésil produira l'équivalent de plus de 1 800 œufs par seconde. Ces données ont été présentées par Ricardo Santin, président de l'ABPA (Association brésilienne des protéines animales), lors de la réunion de coordination de Conbrasul - Brazil South Conference of the Egg Industry and Production, qui s'est tenue le 24 avril au siège de l'organisation à São Paulo.

Les œufs commerciaux enregistrent des hausses de prix significatives depuis le début de l'année. En mars, le produit a augmenté de 13,13 %, selon l'IBGE (institut des statistiques brésilien), principalement en raison de l'offre limitée sur le marché intérieur et de la demande saisonnière du carême, une période où la consommation tend à augmenter. Depuis le début de l'année, l'augmentation est de 31,70 %. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Economie

Le secteur agricole veut 594 Mds BRL pour financer la prochaine récolte

La Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) propose au

gouvernement fédéral de mettre à disposition 594 Mds BRL de crédits subventionnés pour le financement de la récolte 2025/2026, dont 390 Mds BRL pour les coûts et la commercialisation, 101 Mds BRL pour les investissements et 103 Mds BRL pour l'agriculture familiale et les entrepreneurs familiaux. Il s'agit de l'une des 10 revendications qui figurent dans la proposition de la CNA pour le plan agricole et d'élevage (PAP), publiée le 24 avril 2025. Le document, remis par le directeur technique de la CNA, Bruno Lucchi, au secrétaire de la politique agricole du ministère de l'Agriculture, Guilherme Campos, demande aussi l'approbation de 4 Mds BRL pour le programme de subvention des primes d'assurance rurale (PSR), et surtout que les ressources arrivent aux producteurs ruraux sans interruption. Les fluctuations du taux de change, qui ont rapproché le dollar de 6 BRL et l'augmentation des prix des intrants stratégiques, comme les engrais et les pesticides agricoles, sont quelques-uns des défis à prendre en compte dans l'élaboration du plan pour la prochaine campagne. En plus de ces défis, le document indique que les dernières projections du marché indiquent un taux Selic d'environ 15% par an jusqu'à la fin de 2025, ce qui devient une préoccupation pour l'augmentation du coût du crédit rural.

Le Front Parlementaire pour l'Agriculture (FPA) a quant à lui sollicité un plano safra 2025/26 doté de 599 Mds BRL. Mardi 29 avril, le FPA a officiellement remis au ministre de l'agriculture, Carlos Fávaro, la proposition du secteur pour le prochain plan Safra 2025/2026. Le document a été remis par le député fédéral Alceu Moreira (MDB-RS), coordinateur institutionnel du FPA, et rassemble les contributions des 59 organisations qui composent l'Institut Pensar Agro (IPA).

Pour la prochaine récolte, le crédit estimé nécessaire à l'agriculture atteindra 1,3 trillion BRL, dont 599 Mds BRL proviendront du plan Safra, considéré comme l'un des principaux instruments de soutien au secteur. Selon le FPA, le modèle de financement actuel est dépassé et doit être modifié. (Articles [ici](#) et [ici](#))

La valeur brute de la production agricole devrait augmenter de 10% sur un an

Malgré les défis économiques et climatiques, la valeur brute de la production (VBP) dans l'agriculture devrait augmenter de 10,1 % cette année par rapport à 2024, pour atteindre 1 421 Mds BRL, estime le ministère de l'agriculture (MAPA). Le mois précédent, le ministère prévoyait une VBP de 1 414 Mds BRL.

Pour 2024, le ministère a également révisé ses prévisions de 1 274 000 Mds BRL à 1 291 000 Mds BRL, soit une augmentation de 0,5 % par rapport à l'année précédente. Les projections sont contenues dans un bulletin mensuel du Secrétariat de la politique agricole du ministère.

Dans l'agriculture, la plus forte croissance de la VBP, 43,2 %, est prévue pour les cultures de café, totalisant 123,287 milliards BRL cette année. Les prévisions indiquent également une croissance significative de 24,6 % pour le cacao, qui atteindra 14,075 Mds BRL.

Parmi les principales cultures ayant une participation au GPV, les cultures de soja devraient afficher des recettes brutes en hausse de 9,1 %, à 332,034 milliards de R\$, tandis que le GPV du maïs est estimé à 148,818 milliards BRL, soit une augmentation annuelle de 16,4 %.

Les ventes de canne à sucre, quant à elles, devraient augmenter de 3,9 %, selon le ministère, pour atteindre 127,546 Mds BRL, tandis que les ventes brutes d'oranges devraient augmenter de 12,8 %, pour atteindre 32,580 Mds BRL. Les ventes brutes de coton sont estimées à 34,952 Mds BRL, soit une augmentation annuelle de 0,6 pour cent.

La valeur ajoutée brute des cultures de riz et de blé devrait diminuer respectivement de 8,7 % et de 7,5 %. Le revenu brut de la production de riz est estimé cette année à 23,208 Mds BRL. Le revenu brut de la production de blé devrait s'élever à 9,921 Mds BRL.

Dans le domaine de l'élevage, c'est la filière bovine qui devrait connaître la plus forte croissance, avec une augmentation estimée à 20,3 %, pour un revenu brut prévu de

205,725 Mds BRL. La production bovine reste en tête des ventes brutes de bétail.

La valeur brute de la filière porcine devrait augmenter de 7,7 % pour atteindre 61,136 Mds BRL, tandis que le revenu brut de la production de poulet devrait être supérieur de 6 % à celui de l'année précédente, à 113,568 Mds BRL. Le revenu brut de la production de lait devrait augmenter de 1 % pour atteindre 69,220 Mds BRL. D'autre part, la production d'œufs devrait voir ses ventes brutes augmenter de 6,2 %, pour atteindre 28,100 Mds BRL. (Article [ici](#))

Agriculture et environnement

Le gouvernement veut remodeler l'assurance rurale pour réduire les coûts et accroître la protection climatique

Le gouvernement Lula souhaite remodeler l'assurance rurale afin de garantir la protection des agriculteurs tout en allégeant le fardeau du Trésor public. L'idée est de rassembler les modèles actuellement en vigueur, en mettant davantage l'accent sur les petits agriculteurs, et de mettre au point un modèle considéré comme plus adapté à l'incidence accrue des phénomènes climatiques extrêmes. Une autre innovation à l'étude est la création de nouveaux types d'assurance, comme l'assurance paramétrique, qui permet aux agriculteurs d'être indemnisés s'il pleut plus que prévu pour la région ou si le temps est plus sec que prévu, par exemple, indépendamment des dommages causés aux cultures. Cela réduit le coût de l'inspection. Les services de l'Etat s'affairent à présenter une proposition qui serait valable pour le prochain plan Safra, qui commence en juillet, mais les changements impliquent des approbations législatives. (Article [ici](#))

Le gouvernement brésilien déplore un manque de transparence dans l'élaboration du règlement anti-déforestation européen

L'élaboration du nouveau règlement européen anti-déforestation qui entrera en vigueur dans l'UE a été suivie avec inquiétude par le gouvernement brésilien, qui accuse l'UE de manquer de transparence dans la définition des règles qui s'appliqueront à partir de janvier 2026. Le 15 avril, la Commission européenne a en effet annoncé un ensemble de mesures visant à « simplifier »

l'application du règlement. Par ailleurs, les pays seront classés d'ici au 30 juin en trois catégories en fonction du niveau de risque (bas, moyen et haut). La division des politiques agricoles du ministère des affaires étrangères du Brésil (MRE) a envoyé une analyse critique aux ministères de l'agriculture et de l'élevage et du développement agricole, entre autres autorités, en attirant l'attention sur le manque de clarté des décisions. Le MRE indique également échanger avec d'autres pays comme l'Indonésie pour faire pression sur l'UE. (Article [ici](#))

Un juge de la Cour suprême se prononce en défaveur du moratoire sur le soja

Le juge Flávio Dino de la Cour suprême fédérale (STF) a décidé que le Mato Grosso, le plus grand État agricole du pays, a le droit de retirer les incitations fiscales aux participants au moratoire sur le soja.

La décision sera soumise à l'ensemble du STF avant son application, qui débutera le 1^{er} janvier 2026.

La résolution de M. Dino pourrait constituer un revers pour le moratoire sur le soja, un accord volontaire signé en 2006 entre des ONG, des entreprises et des associations agricoles, dans lequel les entreprises responsables des exportations et des importations s'engagent à ne pas acheter de soja provenant de zones qui ont été déboisées à partir de 2008 en Amazonie.

Le Mato Grosso, qui fournit près d'un tiers du soja brésilien, a adopté l'année dernière une loi supprimant les avantages fiscaux accordés aux participants à l'accord. La Cour suprême avait provisoirement suspendu l'application de la loi, dans l'attente d'une décision sur sa conformité avec la Constitution. (Article [ici](#))

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Refus d'agrément par la Chine pour 28 abattoirs brésiliens

La Chine a rejeté les demandes d'agréments de 28 abattoirs de bœuf brésiliens qui avaient été présentées par le MAPA (ministère de l'Agriculture) pour la qualification à l'exportation vers le pays asiatique. Les établissements ont été

rejetés après une analyse par la GACC (Administration générale des douanes de Chine). L'avis chinois indiquait des non-conformités avec les critères techniques requis, notamment : l'emplacement des établissements dans des zones soumises à des restrictions sanitaires non-conformes aux normes chinoises ; l'absence de vestiaires avec accès direct aux zones de production ; et une défaillance de la procédure de vérification de l'âge des bovins au moment de l'abattage. Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Carlos Fávaro (PSD), a déclaré jeudi 17 avril 2025 que ce refus relevait d'une stratégie du gouvernement chinois et non d'une défaillance des établissements brésiliens. (Article [ici](#))

La signature électronique pour les certificats sanitaires pour les produits d'origine animale atteint le cap de plus de 100 000 demandes

Le système de signature électronique pour la délivrance des certificats sanitaires nationaux (CSN) a été mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAPA) en avril 2024, conjointement entre le sous-secrétaire aux technologies de l'information (TI) et le Secrétariat à la défense agricole (SDA), dans le but de rationaliser et de faciliter la traçabilité et la sécurité dans le processus de certification des produits. Le premier certificat national de santé signé électroniquement a eu lieu le 3 avril 2024. Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Carlos Fávaro, a souligné que la signature électronique simplifie et améliore les processus de qualification des exportations tout en garantissant la qualité des produits d'origine animale. Sur les 100 118 demandes, plus de 97 000 ont déjà été traitées. Le temps moyen d'analyse est de deux jours. (Article [ici](#))

Le gouvernement prolonge l'urgence de santé animale en raison de la grippe aviaire

Le ministère de l'Agriculture brésilien a prolongé de 180 jours la validité de l'état d'urgence zoosanitaire pour l'influenza aviaire sur l'ensemble du territoire national. Jusqu'à présent, aucun cas de la maladie n'a été déclaré en élevage commercial, ce qui maintient le Brésil avec le statut de pays indemne d'influenza aviaire selon la

définition de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

L'état d'urgence zoonositaire a été déclaré en mai 2023 et prolongé à deux reprises. Grâce à cela, le gouvernement fédéral peut adopter des mesures pour prévenir et éradiquer l'épidémie plus rapidement, mobiliser des fonds de l'Union et s'articuler avec d'autres ministères, organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que mettre en œuvre des actions intégrées pour contenir la propagation de la maladie dans tout le Brésil. (Article [ici](#))

L'administration Trump prévoit d'auditer les usines brésiliennes de transformation de viande

L'administration américaine enverra des auditeurs au Brésil pour effectuer une inspection détaillée des conditions sanitaires et des infrastructures de dizaines d'usines brésiliennes de conditionnement de viande qui sont actuellement autorisées à exporter du bœuf et du porc vers les États-Unis. L'audit des représentants du gouvernement américain est prévu entre le 5 et le 16 mai, avec une étape à Brasília et des inspections d'abattoirs, d'unités de certification et de laboratoires du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (MAPA) dans différents États. Une réunion virtuelle est prévue le 22 mai pour présenter les conclusions. L'audit a été demandé au début de l'année par le FSIS (Food Safety and Inspection Service), agence du ministère américain de l'Agriculture chargée de veiller à ce que les produits à base de viande, de volaille et d'œufs soient sûrs, étiquetés et emballés correctement avant d'être consommés ou exportés. Avec cet audit, l'administration Trump dit vouloir vérifier que le système sanitaire brésilien reste équivalent au système américain, une condition technique pour que les produits continuent d'être acceptés aux États-Unis. Le Brésil compte actuellement 54 établissements autorisés à exporter de la viande vers les États-Unis, une liste qui comprend des entreprises telles que JBS, Marfrig, Minerva, Frisa et Aurora, entre autres. (Article [ici](#))

Alimentation infantile et santé publique : des résidus toxiques dans les aliments pour bébés

Une étude réalisée à l'Ecole d'Ingénierie Alimentaire (FEA) de l'Unicamp (université d'Etat de Campinas – Etat de São Paulo) avec des préparations pour nourrissons (laits infantiles) a détecté des résidus de mycotoxines et de médicaments vétérinaires dans des formules infantiles vendues au Brésil. 30 échantillons de produits vendus dans le pays ont été analysés afin d'enquêter sur la présence de résidus de pesticides et de mycotoxines. Dans deux analyses, des résidus de ces composés sont apparus, notamment du carbofuran et du méthamidophos, dont l'utilisation est interdite au Brésil, ainsi que d'autres substances, telles que des médicaments vétérinaires.

Bien que la plupart des contaminants enregistrent des concentrations inférieures aux limites de sécurité établies par les autorités sanitaires, leur simple présence soulève l'alerte sur le risque de contamination indirecte, qui peut survenir dans la chaîne de production des formules, et sur la nécessité pour le pays d'adopter des normes spécifiques destinées au secteur. Les chercheuses alertent sur les risques pour la santé des nourrissons et l'absence de norme nationale spécifique. La recherche appelle à un encadrement réglementaire renforcé et à une meilleure sensibilisation des mères sur l'alimentation. (Article [ici](#))

Photo du mois : séminaire international « Agriculture familiale : 10 ans après l'année internationale 2014 » du 25 au 27 mars 2025 à Porto Alegre (co-organisé par le Cirad et avec le soutien de l'Ambassade de France au Brésil)



Crédit photo Cirad

Organisé par l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul (UFRGS), le CIRAD et le dispositif en Partenariat Politiques publiques et développement rural en Amérique Latine (dP PP-AL), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), la Réunion Spécialisée sur l'Agriculture Familiale du Mercosul (REAF), et le Ministère brésilien du développement agricole et de l'agriculture familiale (MDA), le séminaire a réuni 300 participants dont 40 conférenciers et une vingtaine de représentants d'institutions (dont l'ambassade de France au Brésil) ayant apporté un appui financier ou logistique à l'événement.

Ce séminaire a été l'occasion de souligner l'importance de l'agriculture familiale face à quatre défis mondiaux :

- Les changements climatiques et environnementaux ;
- Les transitions alimentaire et agroécologique en contexte de crise alimentaire ;
- Les politiques publiques adaptées et spécifiques des territoires des agricultures familiales ;
- La création d'emplois ruraux décents et attractifs.

Les cinq institutions organisatrices, UFRGS, CIRAD, IICA, REAF, MDA ont, à l'issue du séminaire, publié la déclaration de Porto Alegre sur l'importance stratégique de l'agriculture familiale pour nourrir le monde et préserver la planète. Dans cette déclaration, elles reconnaissent l'importance des actions et activités réalisées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale (2019-2028) et font une série de recommandations nécessaire pour renforcer et augmenter les actions en faveurs de l'agriculture familiale. Elles insistent en particulier sur la nécessité de renforcer la recherche, la coopération Sud-Sud, la valorisation du travail des femmes et des jeunes, la mise en place de politiques publiques spécifiques pour que l'agriculture familiale relève les défis de son secteur et maintienne son rôle fondamental dans la transition écologique et solidaire à l'échelle mondiale.

Lien vers la « Déclaration de Porto Alegre » : [PT](#) ; [FR](#)

80 % de la production alimentaire mondiale provient de l'agriculture familiale selon les études de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette agriculture joue un rôle capital pour la sécurité alimentaire, la préservation de la biodiversité, la transmission des savoirs, et le maintien d'un tissu rural vivant.